

Les réactions se multiplient

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5457 - Jeudi 26 août 2021 - Prix : 10 DA

En visite de travail à Illizi
**Le P-DG de Sonatrach inspecte
les projets structurants**

Communes touchées par les récents incendies

L'APW de Tizi Ouzou réclame le statut de zones sinistrées

**Après une
relation minimale,
une rupture
sans douleur**

Par Mohamed Habili

La rupture des relations diplomatiques avec le Maroc, à quoi l'Algérie a fini par se résoudre, n'est certes pas dans l'absolu ce qu'il y a de mieux à faire envers un pays si proche par bien des côtés, mais il semble bien qu'il n'y ait plus que cela pour espérer arrêter chez lui une dérive en train de s'accroître, de le faire s'affranchir des règles élémentaires régissant le bon voisinage. Il vaut toujours mieux répondre, au moins dans un premier temps, par le fracas d'une rupture, à tout prendre symbolique vu l'état minimal des relations existantes, que par un acte d'hostilité caractérisé consistant à soutenir des organisations terroristes, ce qu'a fait le Maroc en reconnaissant l'une d'elles. Dans ces conditions, seuls les Algériens établis au Maroc, et les Marocains vivant en Algérie, peuvent subir dans l'immédiat les conséquences de cette rupture, tout le reste ne présentant pas un caractère d'urgence. Or en annonçant la rupture, Ramtane Lamamra, a bien fait savoir que rien ne changeait pour ces gens constituant le lien vivant entre les deux pays, qu'en particulier les consulats restaient ouverts à leur service. Fermeture des ambassades, donc, ou plus probablement simple rappel des ambassadeurs, ou même maintien de ceux-ci comme de leur administration, à charge pour tous de se faire le moins apparent possible.

Suite en page 3

Secteur de la Santé

Vers l'augmentation des salaires des travailleurs



Ph/D. R.

Les prestations offertes par le secteur de la Santé seront améliorées et la carrière du personnel valorisée, a annoncé, hier, le ministre de tutelle, Abderrahmane Benbouzid. Page 2

ANP

Neuf éléments de soutien au terrorisme arrêtés

Prix du président de la République «Ali-Maachi»
**Projection virtuelle
des films lauréats**

Secteur de la Santé

Vers l'augmentation des salaires des travailleurs

■ Les prestations offertes par le secteur de la Santé seront améliorées et la carrière du personnel valorisée, a annoncé, hier, le ministre de tutelle, Abderrahmane Benbouzid.

Par Massi Salami

S exprimant lors d'une réunion tenue par visioconférence avec les directeurs de santé de wilaya, sur les procédures nécessaires à l'amélioration des services de santé, le ministre a précisé que la rencontre visait «l'élaboration d'une feuille de route illustrant les orientations auxquelles nous aspirons pour parvenir à un service public de qualité».

Les principes et bases consacrés par la loi 18/11 du 2 juillet 2018 relative à la santé et les orientations du Président, rappelle M. Benbouzid, se veulent «un socle sur lequel seront lancés les travaux d'amélioration du service public, à travers le traitement des problèmes que rencontrent notamment les personnels, nécessitant une révision des statuts et des grilles des salaires y afférentes».

APW de Tizi-Ouzou Le prix de la Paix, de la Fraternité et de l'Unité au père du défunt Djamel Bensmail

L'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi-Ouzou a annoncé, hier, qu'elle a créé un prix pour la Paix, la Fraternité et l'Unité, décerné, dans sa première édition, au père du défunt Djamel Bensmail (assassiné à Larbaa n' Ath Irathen), pour son rôle dans la préservation de la cohésion du peuple algérien. Intervenant à l'ouverture d'une session extraordinaire de l'APW, consacrée aux derniers incendies du 9 août qui ont ravagé une trentaine de communes de la wilaya pendant plus d'une semaine, le président de l'Assemblée élue, Youcef Aouchiche, a indiqué que ce prix de la Paix est décerné au père de Djamel Bensmail, pour son rôle déterminant, après l'assassinat «abject» de son fils, dans «l'extinction de la Fitna (discorde)» entre les enfants de l'Algérie. «Malgré son drame et son chagrin, le père de Djamel Bensmail a fait preuve d'un sens élevé de patriotisme, de sagesse et de tolérance. Il est intervenu et a mis fin à la Fitna que certains cercles voulaient promouvoir entre le peuple d'un même pays», a souligné le président de l'APW. Ce dernier a relevé que les déclarations du père du défunt «ont vite stoppé les extrémistes de tout bord qui voulaient instrumentaliser cette tragédie pour raviver le brasier de la haine et de la Fitna».

R. L.

Ainsi, le département de la Santé a commencé à mettre en application les décisions du Président Tebboune relatives à la révision des textes réglementaires, en formulant des propositions pour «l'amélioration du parcours professionnel des travailleurs, de manière à leur permettre de gagner un salaire à la hauteur de leurs efforts et leurs missions permanentes», a-t-il expliqué.

Cette réunion, a-t-il expliqué, aboutirait à des recommandations pratiques visant à «esquisser les contours du système sanitaire» conformément aux lois et «proposerait un programme d'action en fonction des propositions incluses par chaque direction ou structure dans les textes réglementaires de l'application de cette loi». Le ministre a affirmé que les textes les plus importants feront l'objet d'un «suivi quotidien» par ses services.

De son côté, le secrétaire général du ministère de la Santé, Abdelhak Sayhi, a présenté des directives concernant la modalité de travail et de coordination avec les différentes directions, en fixant les mesures d'élaboration des textes relatifs à l'application de la loi sanitaire.

Un calendrier pour l'élaboration des textes avait été fixé, a-t-il dit, soulignant l'impératif de présenter les premiers textes proposés avant le 20 septembre prochain. Evoquant les priorités de



Ph/D. R.

travail, il a été indiqué que l'accent sera mis sur plusieurs points, dont les soins sanitaires, les médicaments et matériels médicaux, la planification, la prévention et les mesures d'emploi, en sus du financement et des ressources humaines.

Ces propositions devraient également inclure la révision des statuts particuliers et l'amélioration de la vie professionnelle du personnel du secteur, ainsi que l'organisation des structures sanitaires et des modalités de prise en charge des patients.

Il est à rappeler que lors de l'entrevue périodique avec des

représentants des médias nationaux, le Président Tebboune avait souligné son engagement pour «la révision des statuts particuliers des personnels de la

santé et du texte de loi sur le service civil», saluant leurs sacrifices et efforts dans la lutte anti-Covid-19.

M. S.

Bilan des dernières 24 heures

545 nouveaux contaminés et 33 décès

L'Algérie a enregistré 33 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 4 cas de plus que le bilan d'hier (29), portant à 5 096 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 545 cas, soit 8 cas de plus par rapport au bilan d'hier (537), pour atteindre, au total, 193 171 cas confirmés.

R. N.

Le ministre appelle l'Etusa à les desservir

Problème de transport dans les nouvelles cités à Alger

«**L'**Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a été appelée à identifier les différents points noirs dans la capitale, en particulier dans les nouvelles cités, pour les desservir par les moyens de transport à travers de nouvelles lignes», a indiqué, hier, un communiqué du ministère des Transports.

Les habitants des cités nouvellement réalisées se plaignent souvent de l'absence de transport. Cette situation oblige certains résidents à faire appel aux services des taxis clandestins, ce qui revient souvent trop cher, d'autres se déplacent à pied sur plusieurs kilomètres avant de trouver un arrêt de bus, ce qui n'est pas facile à faire quotidiennement. Cette situation a interpellé le ministre des Transports, Aïssa Bekkai, qui a incité l'entreprise, lors d'une réunion organisée le 23 août avec les cadres et le directeur général de l'Etusa, «à identifier les différents points noirs dans la capitale, en

particulier dans les nouvelles cités, pour les desservir par les moyens de transport à travers de nouvelles lignes de l'Etusa, en vue de leur désenclavement». Bekkai a recommandé, indique un communiqué du ministère, «l'exploitation de la main-d'œuvre de l'Etusa spécialisée notamment en matière de numérisation, pour la création d'un bureau d'études chargé d'assurer l'expertise dans les différents domaines y afférents et contribuer, par la même occasion, à la diversification des activités de la société et de ses domaines d'intervention, pour sa viabilité et sa prospérité en tant qu'entreprise leader dans le secteur». Lors de cette rencontre, les missions et les capacités de l'entreprise, notamment le parc des bus de transport des voyageurs, du personnel et des personnes aux besoins spécifiques ainsi que les équipements et les infrastructures de base (centres de formation et les ateliers de maintenance et de réparation) ont

été présentées. Il a été exposé un rapport détaillé sur les efforts consentis par l'entreprise en matière de modernisation et numérisation des services, à l'instar des programmes, des applications électroniques au niveau des bus intelligents, des stations et des différents services numériques offerts aux passagers, développés exclusivement par les ingénieurs de l'entreprise. Le directeur général de l'Etusa a présenté les mesures liées à la lutte contre Covid-19, dont le protocole sanitaire et l'opération de vaccination initiée par l'entreprise au profit des travailleurs, des acteurs du secteur et des citoyens. Dans ce cadre, Bekkai a appelé les responsables de l'entreprise à prendre toutes les mesures nécessaires pour participer «au grand rendez-vous qui sera organisé par le ministère de la Santé le 4 septembre prochain pour augmenter le taux de vaccination, étant une étape essentielle pour sortir de la crise

sanitaire». En outre, il est à rappeler que lors d'une réunion avec les syndicats du secteur du transport routier, à savoir l'Union nationale des chauffeurs de taxi, l'Organisation nationale des transporteurs algériens et l'Union nationale des transporteurs algériens, Bekkai a souligné la nécessité de «revoir la gestion des lignes de longue distance, en mettant en place des points de liaison inter-wilayas, insistant sur le rôle joué par les syndicats à travers les campagnes de sensibilisation contre le fléau dangereux des accidents de la route». Le ministre a appelé ces acteurs à contribuer à l'enrichissement de la stratégie du secteur à travers des propositions efficaces et à participer au large débat que le ministère compte ouvrir avec les professionnels sur la création du Conseil national de transport routier qui devrait résoudre plusieurs problèmes dont souffre le secteur des Transports.

Thinhinene Khouchi

Rupture des relations diplomatiques avec le Maroc

Les réactions se multiplient

■ La décision algérienne de rompre les relations diplomatiques avec le Maroc a suscité beaucoup de réactions.

Par Louisa Ait Ramdane

Le Conseil de la nation a exprimé son soutien à la décision, la qualifiant de réponse aux sorties honteuses successives, voire aux provocations envers l'Algérie. « Cette décision intervient en protestation contre la politique de la main empoisonnée adoptée par le Maroc et en réponse aux sorties honteuses successives, aux manœuvres insidieuses et aux provocations envers l'Algérie, désormais multidimensionnelles et prenant de graves proportions menaçant la sécurité, l'intégrité et l'unité territoriale du pays voire sa cohésion sociale », indique le Sénat dans un communiqué.

Le parti du Rassemblement national démocratique (RND) a exprimé également son soutien total à la décision de l'Algérie. « Le RND qui n'a eu de cesse, lors de précédentes prises de position, de mettre en garde contre la dangerosité des actes hostiles émanant en permanence du Royaume marocain, appelle le gouvernement algérien à être intransigeant avec ce dernier et à



PHD.R.

prendre les mesures nécessaires face aux pratiques déplorables du régime marocain et qui sont en violation du principe de bon voisinage », lit-on dans le communiqué.

Le Front de libération nationale (FLN) a salué la position ferme de l'Etat algérien de rompre ses relations diplomatiques avec le Maroc, la qualifiant de réfléchi et responsable.

« Le FLN salue la position ferme de l'Etat algérien, qui s'est réservé le droit de mettre en œuvre sa stratégie de réponse de manière appropriée aux provocations du Makhzen », a précisé le communiqué, ajoutant que cette décision est « souveraine,

réfléchi et responsable, motivée par de nombreuses preuves et faits connus confirmant que l'hostilité du régime marocain a monté d'un cran envers l'Algérie, en tentant de porter atteinte à l'unité nationale, en abritant et en soutenant un mouvement hostile, classé mouvement terroriste par notre pays ».

Et d'ajouter que le régime marocain est allé trop loin dans ses provocations flagrantes contre l'Algérie, qui sont considérées comme une attaque systématique contre un Etat souverain, en ce sens que ce régime traître et fantoche a continué à se livrer à des pratiques viles et illégitimes s'inscrivant dans le

cadre des graves dérives que ne cesse de commettre ce régime odieux contre l'Algérie, au nom de ses maîtres, à travers une série d'attaques risquées et irresponsables, qui constituent une déclaration de guerre contre l'Algérie. Le Mouvement El Bina a affirmé que la rupture des relations diplomatiques avec le Maroc était prévisible et justifiée. « Cette position diplomatique nationale justifiée était prévisible, notamment après les attaques virulentes menées contre l'Algérie par le Maroc qui fait fi de tous les us diplomatiques, de ses engagements et des règles de bon voisinage », indique le parti.

L. A. R.

Coopération

Le président de l'APN reçoit l'ambassadeur des Emirats en Algérie

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur des Emirats arabes unis en Algérie, Youcef Saïf Khamis Subaa Al-Alia, qui lui a rendu une visite de courtoisie, a indiqué un communiqué de l'APN.

Les deux parties ont évoqué « les relations bilatérales privilégiées », soulignant « la nécessité de renforcer la coopération dans le domaine parlementaire à travers l'échange d'expériences et l'activation du rôle des groupes d'amitié », a précisé la même source. Dans le même cadre, les deux parties ont mis l'accent sur la nécessité de poursuivre les efforts pour encourager l'investissement et établir davantage de partenariats fructueux dans divers domaines.

Le diplomate émirati s'est « félicité » des projets économiques dans le cadre des investissements des deux pays, notamment dans les domaines militaire et énergétique. Après avoir salué « les efforts de l'Algérie dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 », l'ambassadeur émirati a exprimé « la disponibilité de son pays de partager avec l'Algérie son expérience en la matière ainsi que les plans alternatifs adoptés pour protéger son économie des retombées de la crise ».

R. H.

ANP

Neuf éléments de soutien au terrorisme arrêtés

Neuf éléments de soutien aux groupes terroristes et 13 narcotrafiquants ont été arrêtés et plus de 4 quintaux de kif traité saisis par des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) au cours de la semaine écoulée, indique un bilan opérationnel de l'ANP rendu public hier.

« Dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire ont mené, du 18 au 24 août 2021, de multiples opérations qui témoignent de l'engagement infatigable de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays », précise la même source.

Ainsi et dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP « ont arrêté 09 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national », tandis qu'un

autre détachement de l'ANP « a découvert et détruit une bombe de fabrication artisanale dans la région de Bougara à Blida ».

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et dans « la dynamique des efforts intenses visant à contre-carrer le fléau du narcotrafic dans notre pays », des détachements combinés de l'ANP « ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2^e et 3^e Régions militaires, 3 narcotrafiquants et saisi 316,5 kilogrammes de kif traité que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc, tandis que 10 autres narcotrafiquants ont été arrêtés et 108,5 kilogrammes de la même substance ainsi que 15 055 comprimés psychotropes ont été saisis, dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires ».

Par ailleurs, des détachements de l'ANP « ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam et

Bordj Badji Mokhtar, 178 individus et saisi 38 véhicules, 177 groupes électrogènes, 115 marteaux piqueurs, 8 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 52 tonnes de mélange de pierres et d'or brut et 68 tonnes de denrées alimentaires, alors que 119 quintaux de tabac ont été saisis à Biskra et Ouargla. De même, des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 9 130 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras et Tindouf ».

Les gardes-côtes ont, d'autre part, « mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine de 52 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 84 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Oran, Tindouf et Biskra », ajoute le bilan opérationnel de l'ANP.

R. L.

LA QUESTION DU JOUR

Après une relation minimale, une rupture sans douleur

Suite de la page une

En revanche, nul changement pour leurs annexes recevant du public, c'est-à-dire les consulats. Ce qui montre bien que les diplomates des deux pays se sont parlé avant l'annonce officielle de la rupture, et que leurs échanges n'ont pas été totalement infructueux. La vérité, c'est qu'on peut couper tous les ponts avec un pays lointain, mais pas avec un voisin avec lequel on partage une frontière. Il y aura toujours un va-et-vient entre voisins, quoi que fassent les autorités, et aussi grandes que soient les tensions entre elles. Alors mieux vaut pour elles se mettre à son service, ne serait-ce que pour avoir le sentiment de le réguler. Le Maroc a dit regretter la décision algérienne, à ses yeux non justifiée, mais être certain toutefois que la crise est passagère. Sous-entendu : qu'Alger finira par se ressaisir, et par renouer ces mêmes relations qu'il vient de rompre. Cette hauteur de vue, ce calme olympien, cette mesure dans le propos, c'est bien entendu pure affectation. Il n'y aurait pas eu de rupture si son représentant à l'ONU n'avait pas distribué un document provocateur lors d'une réunion du Mouvement des non-alignés reconnaissant les droits des Kabyles à l'autodétermination. Et s'il n'avait pas laissé le ministre israélien des Affaires étrangères s'en prendre à l'Algérie depuis son territoire, du jamais vu dans le monde arabe. Néanmoins, un seul de ces actes n'aurait sans doute pas suffi à provoquer la rupture. Leur combinaison a été ressentie comme un coup porté en traître, comme la preuve que le Maroc ne reculait plus devant rien, qu'il ne se connaissait pas de limite, mais pas nécessairement comme une sorte de déclaration de guerre. Là-dessus surviennent les incendies. Ce ne sont pas pourtant pas leurs ravages qu'il faut incriminer en premier, mais bien le lynchage de Djamel Bensmail par une foule assoiffée de sang, dans laquelle des membres du Mak. On oubliera les incendies, et vite. On n'oubliera pas le lynchage, qui lui est à la fois un avertissement et un tournant politique.

M. H.

Enseignement supérieur

99 % des nouveaux bacheliers orientés vers des spécialités scientifiques

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a affirmé que 99,73 % des nouveaux bacheliers (session juin 2021) avaient été orientés vers différentes filières et spécialités scientifiques.

Par Hocine Y.

Dans un entretien à l'APS, M. Benziane a souligné l'orientation de 332 837 bacheliers sur un total de 345 872 élèves, soit 99,73 %, estimant qu'«il s'agit là d'un pari gagné grâce à la conjugaison des efforts de la communauté universitaire, compte tenu des difficultés rencontrées en matière d'orientation».

Le ministre a expliqué ces difficultés par le nombre important des bacheliers, dont «le nombre a dépassé les prévisions du ministère, et ce, en plus de la hausse du nombre de lauréats ayant obtenu de bonnes moyennes», ce qui a constitué «une pression sur l'opération d'orientation».

«En dépit de cela, plus de 71 % des nouveaux étudiants ont été orientés vers leurs trois premiers choix», a-t-il précisé.

L'adoption de la moyenne pondérée en tant que critère d'orientation «a contribué favorablement cette année à améliorer l'accès à certaines spécialités très demandées», a-t-il ajouté, soulignant qu'«en plus de la moyenne obtenue au baccalauréat, la moyenne des sciences

de la nature et de la vie a également été comptabilisée, car il s'agit d'une matière essentielle pour cette spécialité, ce qui a permis de baisser la moyenne minimale de 16,19 l'année dernière à 15,86 cette année pour les bacheliers de la filière des sciences de la nature et de la vie (prioritaires)».

Le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avait adopté, les années précédentes, la moyenne pondérée dans l'orientation des étudiants de plusieurs spécialités, a indiqué M. Benziane, rappelant que son application dans certaines spécialités cette année a suscité des «malentendus».

L'adoption de la moyenne pondérée est intervenue suite à l'évaluation du cursus des étudiants en première année universitaire, d'où «la révision des modalités d'orientation dans certaines spécialités», a-t-il argué.

Les inscriptions définitives pour les nouveaux bacheliers sont prévues du 4 au 9 sep-



P.H.D. R.

tembre. Les cours au titre de l'année universitaire 2021/2022 débuteront le 3 octobre prochain.

En prévision de ce rendez-vous, les services du ministère de l'Enseignement supérieur et

de la Recherche scientifique s'attendent à procéder à une évaluation de l'expérience du dispositif hybride qui s'appuie sur une alternance d'enseignement en mode présentiel et en mode enseignement à distance.

Imposé par la pandémie de Covid-19, ce dispositif s'appuie sur l'enseignement en présentiel pour les unités fondamentales et méthodologiques et le mode à distance pour les unités transversales et de découverte. H. Y.

Lancement des premières promotions Mathématiques et intelligence artificielle

Wilaya de Sétif Installation du nouveau chef de sûreté

Le Contrôleur de police Zenati Mourad a été installé hier matin au poste de nouveau chef de sûreté de la wilaya de Sétif, indique un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

La cérémonie d'installation qui s'est déroulée en présence de membres de la commission sécuritaire et des autorités locales, civiles et judiciaires de la wilaya, a été supervisée par «le directeur des ressources humaines, en tant que représentant du directeur général de la Sûreté nationale, en compagnie du wali de Sétif», précise le communiqué.

R. K.

Le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique connaîtra, au cours de l'année universitaire 2021/2022, l'inauguration des Ecoles nationales supérieures des mathématiques et de l'intelligence artificielle devant accueillir les premières promotions composées de 200 étudiants chacune, a indiqué le ministre du secteur, Abdelbaki Benziane.

Dans un entretien accordé à l'APS, le ministre a fait état d'une forte demande des nouveaux bacheliers sur ces deux écoles situées à Sidi Abdellah, précisant que «plus de 8 000 demandes sur l'Ecole de l'intelligence artificielle et 1 000 demandes sur l'Ecole nationale supérieure des mathématiques ont été enregistrées», sachant

que les deux écoles proposent 200 places pédagogiques. La capacité de ces deux écoles s'élève à 1 000 places pédagogiques pour chacune, en comptabilisant le total des étudiants durant les cinq prochaines années, a expliqué le ministre, précisant sur cette base que le nombre des étudiants pour chacune des écoles a été limité à 200 étudiants pour cette année.

Pour ce qui est de l'encadrement, M. Benziane a cité la formation d'«une équipe complète regroupant des compétences scientifiques issues de différents établissements universitaires à travers le pays, chargées de la mission d'élaborer des programmes de formation susceptibles d'assurer un niveau d'enseignement exceptionnel, la capacité d'encadrement étant

fixée à dix étudiants pour chaque enseignant».

«La liste des enseignants chercheurs a également été élaborée à 95 % dans les différentes filières et spécialités y afférentes, les cours devant être assurés en arabe, en français et en anglais», a soutenu le ministre, soulignant «la sollicitation de compétences nationales établies à l'étranger pour participer à l'enseignement, voire à la formation à distance ou en présentiel en cas d'amélioration des conditions sanitaires».

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait approuvé en avril dernier la création de l'Ecole nationale supérieure des mathématiques et de l'Ecole nationale supérieure de l'intelligence artificielle, soulignant la nécessité de «réunir toutes les conditions

pédagogiques et de service pour encourager les inscrits des deux écoles et leur accorder toutes les incitations nécessaires pour développer le niveau d'apprentissage scientifique et faciliter leur intégration professionnelle plus tard».

Le président de la République avait mis l'accent également sur la l'impératif de «trouver les mécanismes juridiques pour encadrer les diplômés de ces écoles et lutter contre le phénomène de fuite des cerveaux» et de «conduire l'Algérie vers une formation poussée dans le domaine des sciences, toutes spécialités confondues, tout en encourageant l'échange d'expériences dans le domaine de la formation avec nos partenaires étrangers».

R. N.

Justice

Abdellah Mohamed placé en détention provisoire

Le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed a ordonné, mardi, le placement de Abdellah Mohamed, accusé d'appartenance à un groupe terroriste, blanchiment d'argent dans le cadre d'une bande criminelle et financement de groupes terroristes, en détention provisoire à compter de ce jour, a indiqué un communiqué

du procureur de la République près de la même instance judiciaire.

«En application des dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, section lutte contre le terrorisme et les crimes organisés, informe qu'en date du 23 août 2021, a été présenté

devant nos services, l'accusé Abdellah Mohamed qui se trouvait en état de fuite, en exécution du mandat d'arrêt international émis à son encontre par le juge d'instruction, pour son implication dans des faits liés à l'adhésion à un groupe terroriste ainsi que des faits de blanchiment d'argent dans le cadre d'une bande criminelle et financement

de groupes terroristes, avant son placement en détention provisoire conformément à l'article 119 du code de procédure pénale», précise la même source.

En date du 24 août 2021, le juge d'instruction a auditionné l'accusé au sujet des faits qui lui sont attribués en présence de sa défense, avant d'ordonner son placement en détention provisoire

le même jour, notre le communiqué, relevant que «le susmentionné fait l'objet de poursuites judiciaires devant d'autres instances judiciaires devant lesquelles il sera présenté après notification de ces instances, conformément à la loi et en respectant tous les droits que celle-ci lui confère».

F. A.

Pétrole

Le baril de Brent à près de 71 dollars

■ Les prix du pétrole marquaient une pause hier, après deux séances de forte hausse, les investisseurs attendant pour se positionner les données hebdomadaires sur les stocks de brut aux Etats-Unis publiées plus tard dans la journée par l'EIA.



Par Salem K.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 70,84 dollars à Londres, en baisse de 0,30 % par rapport à la clôture de

mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois perdait 0,43 % à 67,25 dollars.

Les deux contrats de référence de part et d'autre de l'Atlantique ont effacé en deux séances lundi et mardi les pertes

des sept précédentes.

«Le remarquable retournement de situation par rapport à la frénésie de vente de la semaine dernière a été stimulé par une série de catalyseurs favorables», résume Stephen Brennock, analyste de PVM.

Au rang de celles-ci l'autorisation complète lundi aux Etats-Unis du vaccin Pfizer/BioNTech contre le Covid-19, espoir pour la vigueur de la demande du premier consommateur de brut.

Côté offre, c'est du Mexique qu'est parti un soutien des prix avec l'incendie, dimanche, d'une plateforme pétrolière en mer.

Bien que maîtrisé une heure après son déclenchement, il a contraint le groupe public Pemex à suspendre l'activité de forage de 125 puits de la zone, réduisant, d'un coup, la production du groupe mexicain de plus de 400 000 barils par jour, selon une note de l'agence de notation Fitch Ratings.

«Il faudra probablement attendre lundi prochain pour que la production reprenne», estime Carsten Fritsch, de Commerzbank.

Le marché attendait par ailleurs hier les données sur les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, publiées par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) plus tard dans la journée.

Mardi, la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API), aux estimations jugées moins fiables, a indiqué que ceux-ci avaient baissé de 1,6 million de barils dans le pays la semaine passée.

Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, les données publiées par l'EIA sont également attendues en baisse dans des proportions comparables, de 2 millions de barils. S. K.

Changes

L'euro se stabilise face au dollar

L'euro se stabilisait mardi face au dollar, oscillant autour de l'équilibre, après deux séances de hausse, le marché hésitant à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05 % à 1,1751 dollar pour un euro.

«L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le dollar, alors que les actions et que les cours du pétrole s'envolent», soulignait Joe Manimbo de Western Union.

Le président de la Banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell, s'exprimera demain à l'occasion de ce symposium de Jackson Hole.

Alors que le compte rendu (les minutes) de la dernière réunion de la Fed a indiqué que certains membres de l'institution se proposeraient de limiter le programme de rachats d'actifs, son intervention est particulièrement attendue.

«Le ralentissement de la reprise économique pourrait empêcher la Fed de se montrer trop agressive», a prévenu Neil Wilson, analyste chez Markets.com, relayant une opinion qui était désormais partagée par plusieurs analystes.

En effet, «la propagation du variant Delta pourrait retarder la normalisation des politiques monétaires», estime Antje Praefcke, analyste chez Commerzbank.

«Il ne faut donc pas exclure que le dollar prenne un grand coup si M. Powell se montre prudent à Jackson Hole», ajoute-t-elle. La perspective d'un resserrement de la politique monétaire, qui rendrait le dollar plus attractif, a déjà profité au billet vert : le dollar index, qui le compare à un panier d'autres grandes monnaies, grimpe de 3,5 % à 93,08 points depuis le début de l'année.

Le bitcoin, la volatile cryptomonnaie qui a temporairement dépassé lundi le seuil de 50 000 dollars pour la première fois depuis mi-mai, cédait du terrain à 47 983 dollars, en repli de 3,09 %.

H. M.

Alimentée par l'incendie d'une plateforme mexicaine

Le pétrole poursuit sa hausse

Les cours du pétrole brut ont poursuivi leur rebond mardi, tirés, pour partie, par les nouvelles de l'incendie d'une plateforme pétrolière au large du Mexique, qui a sensiblement réduit la production du groupe public Pemex.

Le baril de Brent de la mer du nord pour livraison en octobre a terminé à Londres en hausse de 3,34 % ou 2,30 dollars, à 71,05 dollars.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois d'octobre également a lui gagné 2,89 % ou 1,90 dollar, à 67,54 dollars.

Le Brent a clôturé au-dessus de 70 dollars pour la première

fois depuis le 12 août, revivifié par deux séances d'achats spéculatifs qui ont effacé la dégringolade de la semaine dernière, liée à des inquiétudes sur la reprise économique.

L'ascension des prix du brut est aussi consécutive à l'incendie, dimanche, d'une plateforme Pemex installée dans la baie de Campeche, dans le sud du golfe du Mexique, selon James Williams, du cabinet WTRG Economics.

Le sinistre, qui a fait cinq morts et deux disparus, a touché une plateforme d'alimentation en énergie qui fournissait tout un champ pétrolier. Bien que maîtrisé

une heure après son déclenchement, il a contraint Pemex à suspendre l'activité de forage de 125 puits de la zone, réduisant, d'un coup, la production du groupe mexicain de plus de 400 000 barils par jour, selon une note de l'agence de notation Fitch Ratings.

Cela correspond à peu près à la hausse quotidienne fixée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés de l'Opep+, qui vont relever, chaque mois, de 400 000 barils par jour leur production globale, a souligné James Williams. Pemex n'a pas indiqué quand les puits du champ Ku-

Maloob-Zaap (KMZ), privés d'alimentation, seraient remis en service. Le marché se prépare, par ailleurs, à la prochaine réunion de l'Opep et de ses alliés, le 1^{er} septembre, dans un contexte volatil, où l'évolution de la situation sanitaire souffle alternativement le chaud et le froid sur le marché de l'or noir.

Pour James Williams, le scénario central est celui d'un maintien du calendrier de relèvements successifs de production annoncé en juillet, à moins que les cours ne décrochent sensiblement d'ici là, en-deçà de 60 dollars pour le WTI.

S. K.

France

Peu de changement en vue à la Bourse de Paris

La Bourse de Paris devrait ouvrir sur ses niveaux de la veille hier, restant dans une optique d'attente avant l'ouverture, jeudi, du symposium de Jackson Hole et d'éventuelles annonces sur l'évolution des politiques monétaires des banques centrales.

Le contrat à terme sur l'indice CAC 40 était quasi stable (-0,03 %) une quarantaine de minutes avant l'ouverture. Mardi, il a légèrement reculé de 0,28 %.

Après un rebond de deux séances, les marchés se sont mis en position d'attente mardi, temporisant avant le début de la

conférence des banquiers centraux de Jackson Hole, où le patron de la Réserve fédérale américaine (Fed) s'exprimera vendredi.

«L'attention se porte sur le discours de Jay Powell, président de la Fed, et sur le cadre possible d'une réduction progressive des achats d'actifs d'ici la fin de l'année», rappelle Michael Hewson, analyste chez CMC Markets UK.

Mais selon lui, «les événements récents pourraient bien repousser cette décision à la réunion de septembre de la Fed». C'est notamment l'impact

du variant Delta sur l'économie qui inquiète, puisque que les statistiques commencent à montrer un ralentissement de la reprise dans les zones où il s'est nettement propagé.

Rien que «la décision de dernière minute de transformer la conférence de cette semaine en rencontre virtuelle semble être un aveu tacite de la Réserve fédérale que la progression du variant Delta est toujours un danger réel et présent pour l'économie américaine», ajoute Michael Hewson. D'autant plus que l'efficacité des vaccins de Pfizer et Moderna contre le Covid-19 a

baissé de 91 % à 66 % depuis que le variant Delta est devenu dominant aux Etats-Unis, selon les autorités sanitaires américaines.

Pour autant, à la Bourse de New York, les investisseurs restent optimistes et ont amené le Nasdaq et l'indice élargi S&P 500 vers de nouveaux records mardi.

Les marchés devaient prendre connaissance hier du baromètre IFO du moral des entrepreneurs allemands en août et des commandes de biens durables en juillet aux Etats-Unis. S. E.

Mostaganem

Une saison estivale morose, la prévention priorisée

■ La wilaya de Mostaganem connaît une saison estivale morose, dans un contexte pandémique, notamment après la fermeture des plages et des espaces de loisirs, en raison de l'application du confinement sanitaire à domicile, dans le cadre des mesures de prévention contre le Covid-19, décidées vers la fin de juillet dernier.



Par Bilal L.

Les familles de Mostaganem et celles en provenance d'autres wilayas tentent de joindre l'utile à l'agréable : rechercher des vacances dans la totale sécurité en prenant en compte les mesures de prévention et passer la période estivale dans les meilleures conditions.

Les plages de Mostaganem, à l'instar de «Sidi Medjdoub» et «Motriba» sur la corniche est de la ville (Kharouba), ainsi que la plage «Les Sablettes», dans la commune de Mazagran, paraissent complètement désertées par les habitués estivants en cette période de l'année où, d'habitude et il y a quelques semaines seulement, ces lieux connaissaient une activité débordante et une circulation automobile intense.

Le même décor est planté à la façade maritime de «Salamandre», qui connaissait habituellement au mois d'août, le pic de la saison estivale, une grande dynamique d'estivants et une activité commerciale débordante. Désormais, les restaurants sont fermés et les cafés ont retiré les tables. Les clients se contentent de boissons chaudes ou glacées à emporter.

Les espoirs d'une saison estivale «normale» s'estompent

La wilaya de Mostaganem a commencé tôt les préparatifs de la saison estivale de cette année, dégageant des enveloppes financières importantes pour l'aménagement des plages et leur équipement afin d'accueillir les estivants dans les meilleures

conditions, rappelle le directeur local du tourisme, de l'artisanat et du travail familial, Abdeslam Mansour.

Dans une déclaration à l'APS, il a indiqué que «la saison estivale, en dépit du retard d'un mois complet sur la date de son lancement et son ouverture au mois de juillet dernier, a connu une grande affluence d'estivants et de familles des différentes wilayas du pays et les réservations au niveau des hôtels et des 33 résidences touristiques d'une capacité globale de 3 800 lits, ont atteint les 100 pour cent».

Ces indicateurs positifs ont boosté les espoirs des professionnels, notamment les agences touristiques, qui ont assuré les services d'hébergement (réservations), de restauration, de transport et de loisirs, dans le cadre d'un programme touristique.

«Tout présageait une excellente saison permettant aux professionnels de récupérer des effets

négatifs de la situation épidémique de l'année dernière», ajoute le même responsable.

Mais ces espoirs se sont évaporés, en raison de la flambée des contaminations par le Covid-19 et la décision des autorités publiques d'un certain nombre de mesures de prévention, dont notamment la fermeture des plages et des espaces de loisirs – le parc «Mostaland» et «Kharouba Aquapark» pour la wilaya de Mostaganem – ainsi que le confinement partiel de 20 heures à 6 heures du matin.

Selon le directeur du tourisme, ces décisions n'ont pas concerné les hôtels et les résidences touristiques, qui ont poursuivi leurs activités, avec une application rigoureuse du protocole sanitaire de prévention et la multiplication des sorties des inspecteurs du tourisme pour contrôler l'application des mesures sanitaires, notamment la distanciation et le port du masque protecteur.

S'adapter à une situation particulière

Ces mesures ont eu pour effet l'annulation d'un grand nombre de réservations au niveau des hôtels, soit 80 %, notamment ceux ne disposant pas de piscine, sachant que le taux d'occupation des lits dans ces établissements touristiques a reculé entre 35 et 40 %, selon le représentant de la wilaya de la Confédération nationale de l'hôtellerie et de la restauration, Noureddine Maze.

Ce responsable a indiqué à l'APS que «sept établissements hôteliers sur les 34 de la wilaya activent toujours dans ces conditions exceptionnelles, alors que de nombreux restaurants touristiques, qui préfèrent travailler en soirée, ont carrément fermé leurs portes», tout en appelant à s'adapter à la situation sanitaire et à une application rigoureuse du protocole sanitaire.

Les agences de tourisme et de voyages font face à la même situation. Elles souffrent, pour la deuxième année consécutive, des conséquences du Covid-19, avec l'annulation des vols aériens et des traversées maritimes ainsi que l'annulation des réservations dans les hôtels, notamment à l'étranger et la cessation des activités de la Omra, très prisée durant le mois de ramadhan, a indiqué le directeur de l'agence «Odyssée voyages», Ali Boukebir.

Cette situation a engendré de grandes pertes aux agences de tourisme, avec l'incapacité des professionnels à trouver des palliatifs, à travers le tourisme interne, l'organisation de voyages au Sud ou les wilayas côtières, ajoute le même interlocuteur.

Des vacances à la maison ou mobilité restreinte

Toutefois, les mesures exceptionnelles n'ont pas eu un grand effet sur le marché de location de courte durée des habitations privées. Ce créneau connaît une affluence conséquente des familles de plusieurs wilayas du pays, selon les amateurs de ce type de résidence pour passer les vacances.

Les tarifs varient entre 5 000 et 12 000 dinars la nuitée, selon la proximité de la mer et les équipements dont dispose le logement loué. Ces prix sont jugés raisonnables par rapport aux hôtels et les résidences touristiques, notamment pour ceux à la recherche de vacances au moindre coût.

Le marché des locations a connu une certaine embellie au mois de juillet dernier, avant de perdre 50 % de ses revenus en raison de l'incertitude des familles, dont certaines ont décidé de réduire la durée de la location à cinq jours et passer des vacances avec un minimum de mobilité et dans des espaces ouverts. M^{me} Akila, fonctionnaire, a préféré passer ses vacances à la maison et organiser des promenades au niveau de la façade maritime «Djebel Diss - plage du Cheliff». Elle insiste sur la distanciation sociale, durant cette période marquée, par le passé, par les réunions familiales, notamment les fêtes de mariage. Selon cette interlocutrice, «cette pandémie a énormément changé nos comportements et nous a poussés à adapter nos relations avec les inquiétudes sanitaires, à nous protéger et à protéger les autres».

Le nombre d'estivants ayant afflué vers la wilaya de Mostaganem l'année dernière, après l'ouverture de la saison estivale qui a duré un mois et demi (du 15 août au 30 septembre), a atteint 4,5 millions, ce qui représente moins de 50 % des estivants en 2019, rappelle-t-on. R. T.

Blida

Caravane de solidarité au profit des éleveurs sinistrés

Une caravane de solidarité au profit des éleveurs sinistrés suite aux incendies de la wilaya de Tizi-Ouzou, a été lancée lundi à partir de Blida, à l'initiative de la Chambre d'agriculture de la wilaya, en collaboration avec les Conseils interprofessionnels des filières céréales et lait et de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA).

Cette caravane, dont le coup d'envoi a été donné par la wali, Kamel Nouisser, à partir de la ferme pilote «Chahid Ben Abdelkader» de Mouzaia (ouest

de Blida), transporte 2 000 bottes de foin et 400 qx de son de blé chargés sur huit camions poids lourds, a indiqué à la presse le président de la Chambre d'agriculture de la wilaya, Zoubir Djebbar.

Cette initiative est une démarche urgente pour couvrir les besoins exprimés par les éleveurs de Tizi-Ouzou, suite aux énormes incendies qui ont provoqué une pénurie dans les aliments de bétail, a-t-il indiqué.

L'opération, inscrite au titre de la campagne de solidarité

lancée par les autorités locales, la société civile et les citoyens de Blida au profit de Tizi-Ouzou et d'un nombre d'autres wilayas affectées par les derniers incendies, sera suivie par d'autres initiatives similaires dans les prochains jours, en vue d'atténuer les séquelles de cette crise, a assuré le même responsable.

M. Djebbar s'est aussi félicité de cette «initiative généreuse de la part des paysans de la wilaya, en dépit des conditions climatiques difficiles traversées par l'Algérie en raison de la

sécheresse», a-t-il relevé.

Un fait, également loué par le wali, qui a estimé que «cette opération contribue au renforcement de la cohésion nationale». A noter l'organisation de nombreuses opérations de solidarité par la société civile et les autorités locales, avec la contribution d'opérateurs économiques au profit des populations sinistrées à Tizi-Ouzou, destinataires de centaines de tonnes d'eau minérale, produits alimentaires, médicaments et autres fournitures diverses. R. K.

Prix du président de la République «Ali-Maachi»

Projection virtuelle des films lauréats

■ Les films lauréats du Prix du président de la République pour les jeunes créateurs «Ali-Maachi» (éditions 2020-2021) seront projetés virtuellement via la page Facebook du Centre algérien du développement du cinéma (Cadc). Intitulée «Ciné Maachi», cette projection a programmé les films «Rahim», du réalisateur Bachir Messaoudi (lauréat du premier prix), «Djamila au temps du Hirak» de Abderrahmabe Harrat (deuxième prix) et «Kayen Wela Makach» de Abdellah Kada (troisième prix).



Par Abla Selles

La créativité artistique bénéficie depuis quelque temps de l'encouragement de plusieurs établissements culturels.

Des concours nationaux et internationaux sont aussi ouverts pour mettre en valeur le talent de nos jeunes et les encourager à plus de production de qualité. Le Prix du président de la République pour les jeunes créa-

teurs «Ali-Maachi» est un de ces concours qui assure la promotion des œuvres des lauréats. Après l'exposition organisée aux lauréats de ce prix dans son volet «Arts plastiques» au Palais de la culture Moufidi-Zakaria,

c'est au tour des lauréats dans le volet «Cinéma». Pour cette dernière catégorie, un programme virtuel est annoncé pour la prochaine semaine. En effet, les films lauréats du Prix du président de la République pour les jeunes créateurs «Ali-Maachi» (éditions 2020-2021) seront projetés virtuellement via la page Facebook du Centre algérien du développement du cinéma (Cadc), ont annoncé, mardi, les organisateurs.

Au programme de cette projection intitulée «Ciné Maachi», figurent les trois films lauréats de l'édition 2020 dans la catégorie Cinéma et Audiovisuel, à savoir le film «Rahim», du réalisateur Bachir Messaoudi (lauréat du premier prix), «Djamila au temps du Hirak» de Abderrahmabe Harrat (deuxième prix) et «Kayen Wela Makach» de Abdellah Kada (troisième prix), précise un communiqué publié sur la page Facebook du Cadc.

D'autres films lauréats de l'édition 2021 sont également au

rendez-vous. Il s'agit du film «Bridge» de Mohamed-Tahar Boukaf (premier prix), «Le monde comme je le vois» de Rachid Belhanfi (troisième prix) ainsi que le film lauréat du troisième prix de Youcef Salah Eddine intitulé «The Final Word».

Il est à noter que le Prix du président de la République pour les jeunes créateurs «Ali-Maachi» a été institué en 2006. Ce concours, qui enregistre de plus en plus une forte participation, est une occasion pour les jeunes de prouver leur talent dans différents domaines, dont la littérature (roman, poésie, textes dramaturgiques), la musique, le cinéma, l'audiovisuel, la danse et la chorégraphie ainsi que les arts plastiques.

Les lauréats de ce concours bénéficient d'une promotion de leurs œuvres à travers des expositions, des projections filmiques et autres. Des primes financières sont également octroyées aux lauréats de ce concours.

A. S.

Le box-office français souffre du pass sanitaire

Chute vertigineuse et «perte très significative»

Les salles obscures essayent d'attirer un maximum de personnes, mais la pandémie en a décidé autrement. Depuis l'instauration du pass sanitaire dans les cinémas français le 14 juillet, le public n'est plus au rendez-vous malgré la sortie de films à succès comme «Fast & Furious» ou «Kaamelott».

Malgré une météo maussade qui aurait pu motiver les passionnés à se rendre en salle, les cinémas n'ont pas fait le plein. Dès la première semaine de l'instauration du pass sanitaire, la chute a été vertigineuse pour tous les films, même pour les

plus attendus. «Kaamelott» avait eu des avant-premières avant l'instauration du pass et cela avait permis d'engranger plus de 300 000 entrées. Mais dès le lendemain, le film a fait 3 fois moins d'entrées sur l'ensemble de la France», affirme au HuffPost Charline Baudry-Biancarello, directrice marketing adjointe de CGR Cinémas. Pour sa troisième semaine consécutive, le film d'Alexandre Astier cumule tout de même près de 2 millions d'entrées.

Hormis les grandes sorties françaises, il y avait également le très attendu «Fast & Furious 9». Le blockbuster américain n'a

même pas réussi à atteindre les 2 millions d'entrées alors que les films précédents réalisaient des scores bien supérieurs. «Fast & Furious 8» avait d'ailleurs approché les 4 millions d'entrées. «On a perdu 90 % de nos entrées le mercredi qui a suivi la sortie du film, et sur une semaine la chute a été de 60 à 70 %», explique au HuffPost Xavier Albert, directeur général d'Universal Pictures France. «C'est l'un des films les plus impactés par le pass sanitaire en France, car c'est normalement un public jeune qui va voir Fast & Furious».

Le démarrage était pourtant

satisfaisant le 14 juillet dernier : «Nous visions 3 à 4 millions d'entrées, c'est une perte très significative pour la franchise», affirme-t-il. Mais le distributeur n'a pas pu retirer le film des salles à temps : «J'ai appris la nouvelle de notre président quand j'étais au Festival de Cannes et nous ne pouvions rien faire malheureusement. On ne pouvait que constater ce qui allait se passer», déclare le directeur général. «Il faut que les films sortent de toute façon, nous en avons un par semaine en moyenne et ne pouvons pas les garder en stock».

Un autre film très attendu a aussi déçu le box-office français.

Il s'agit de «Black Widow», distribué par Disney et qui a réalisé un peu plus d'1,5 million d'entrées pour sa quatrième semaine consécutive en salle. Un score décevant pour une sortie qui aurait certainement pu atteindre les plus de «4 millions d'entrées en plein été», selon Charline Baudry-Biancarello. Le film «Jungle Cruise», qui appartient aussi à l'entreprise aux grandes oreilles, n'a pas décollé non plus. En deux semaines, seulement un demi-million de personnes ont fait le déplacement pour Dwayne Johnson et Emily Blunt.

F. H.

Malgré une baisse de ses recettes

«Free Guy» reste en tête du box-office nord-américain

Malgré une baisse de ses recettes, la comédie d'action dans l'univers du jeu vidéo «Free Guy» est restée en tête du box-office nord-américain pour son deuxième week-end d'exploitation, engrangeant 18,8 millions de dollars de recettes, selon les chiffres provisoires du cabinet spécialisé Exhibitor Relations.

Le film, qui explore avec légèreté la frontière entre virtuel et réel, met en scène un anti-héros interprété par Ryan Reynolds, simple figurant d'un jeu vidéo qui cherche à prendre en main son destin, déréglant la mécanique bien huilée pensée par les créateurs.

Comédie familiale, «Free Guy» a enregistré une certaine

baisse par rapport au week-end quand le film avait engrangé 28 millions de dollars de recettes.

Mais selon les experts, les résultats demeurent impressionnants, alors que l'ombre de l'épidémie de Covid-19 plane toujours au-dessus de l'industrie du cinéma, et que la tempête Henri dans le nord-est des Etats-Unis a

pu dissuader certains d'aller au cinéma. Au total, le film a cumulé 112 millions de dollars de recettes. En deuxième position, avec 13 millions de dollars engrangés entre vendredi et dimanche, figure un nouveau film, «Pat Patrouille - Le film».

Un résultat honorable, selon le magazine Variety, pour ce film

d'animation destiné aux jeunes enfants – toujours inéligibles aux vaccins anti-Covid.

«Pat Patrouille» raconte l'histoire d'un garçon nommé Ryder et des chiots courageux qui l'aident à sauver la population d'Adventureville d'un maire diabolique.

La troisième place est reve-

nue aux films d'aventures de Disney «Jungle Cruise» avec 6,2 millions de dollars. Inspiré d'une attraction des parcs Disney, le film suit les aventures du D Lily Houghton, incarnée par Emily Blunt, et de son frère (Jack Whitehall) dans la forêt amazonienne.

R. I.

Mort de Charlie Watts

Paul McCartney lui rend hommage

L'ancien membre des Beatles, Paul McCartney, a rendu hommage en vidéo au membre historique du célèbre groupe de rock, Charlie Watts, décédé dans un hôpital de Londres ce mardi 24 août.

Encore très ému, Paul McCartney s'est

filmé depuis chez lui pour réagir à la mort du batteur emblématique des Stones. «Tellement triste d'apprendre la mort de Charlie Watts, le batteur des Stones. C'était un gars adorable. Je savais qu'il était malade, mais je ne savais pas qu'il était aussi malade». Le batteur, qui avait fêté ses 80 ans en

juin, était membre des Rolling Stones depuis 1963. Avec le leader Mick Jagger et le guitariste Keith Richards, Charlie Watts faisait partie des plus anciens membres du célèbre groupe de rock, qui a vu défiler Mick Taylor, Ronnie Wood ou encore Bill Wyman.

M. K.



Afghanistan

La vallée du Panjir, dernier rempart contre les talibans

■ Parmi les poches de résistance aux talibans qui se sont formées après leur prise du pouvoir en Afghanistan, la plus importante est la vallée du Panjir, au nord-est de Kaboul.

Par Mourad M.

La résistance s'est organisée autour du Front national de résistance (FNR), emmené par Ahmad Massoud, fils du commandant Ahmed Shah Massoud, assassiné en 2001 par Al-Qaïda, et d'Amrullah Saleh, vice-président du gouvernement déchu.

Composée de combattants de milices anti-talibans et d'anciens membres des forces de sécurité afghanes, elle a juré de résister aux talibans.

Les deux parties ont déclaré vouloir résoudre l'impasse par des négociations, mais aucune avancée n'a été réalisée quant au sort de cette zone stratégique.

Bastion antitaliban de longue date, le Panjir est une vallée étroite, enclavé et difficile d'accès, entourée de cimes escarpées, située au cœur des montagnes de l'Hindou Kouch, dont l'extrémité sud se trouve à environ 80 kilomètres au nord de Kaboul.

La vallée a des points d'entrée limités et sa géographie offre un avantage militaire naturel : les unités de défense peuvent utiliser des positions élevées pour cibler efficacement les forces attaquantes.

Elle a également une immense valeur symbolique en Afghanistan, en tant que région ayant résisté à l'occupation par des envahisseurs pendant plus d'un siècle.

La résistance de la vallée – principalement habitée par des Tadjiks – a fortement influencé le paysage politique et sécuritaire de l'Afghanistan dans les années 1980 et 1990.

La figure la plus vénérée du Panjir est le légendaire commandant Ahmed Shah Massoud, dont le visage est représenté sur des fresques murales, non seulement dans la vallée mais bien au-delà, dans de nombreuses villes d'Afghanistan.

Surnommé « le Lion du Panjir », Massoud s'est fait connaître en dirigeant les combattants contre l'armée soviétique dans les années 1980.

L'Union soviétique a lancé de multiples campagnes avec des hélicoptères d'attaque et des chars, mais n'a pas réussi à vaincre Massoud après certaines des batailles les plus sanglantes du conflit.

Il a répété l'exploit à la fin des années 1990, lorsque les talibans ont pris le contrôle d'une grande partie de l'Afghanistan.

Les militants islamistes ne sont pas parvenus à prendre le Panjir, et les forces de Massoud ont subi certaines de leurs plus grandes pertes sur le champ de bataille à l'époque.

Le commandant Massoud a finalement été assassiné le 9 septembre 2001 par des kamikazes d'Al-Qaïda qui s'étaient fait passer pour des journalistes.

Les combattants anti-talibans d'aujourd'hui comprennent des membres de milices locales ainsi que d'anciens membres des forces de sécurité afghanes qui sont arrivés dans la vallée lorsque le reste de l'Afghanistan est tombé.

Ils ont apporté avec eux leur



PH. A. D. R.

équipement, leurs véhicules et leurs armes, pour compléter le stock d'armes et de munitions constitué par le Front national de résistance (FNR).

Ahmad Massoud a exhorté à la résistance du Panjir, mais demandé un soutien international, notamment des armes et des munitions aux États-Unis, dans une tribune publiée par le «Washington Post».

L'ancien vice-président afghan Amrullah Saleh, ennemi intime des talibans, s'est également réfugié dans le Panjir.

Les talibans ont envoyé des centaines d'hommes dans les zones entourant le Panjir et ont annoncé lundi avoir encerclé les combattants, tout en ajoutant vouloir négocier avec eux plutôt

que combattre. Le FNR a, lui, indiqué qu'il était prêt à résister à toute agression des talibans, mais aussi à négocier avec ces derniers sur la formation d'un gouvernement inclusif. Cependant, il n'y a pas eu d'avancée. Les talibans ont déclaré contrôler au moins trois zones autour de Panjir, et Amrullah Saleh a indiqué sur Twitter qu'un désastre humanitaire était imminent, car les talibans ne permettent pas le ravitaillement en nourriture et en essence. Bien que le FNR ait juré de résister à tout assaut, il n'est pas certain qu'il dispose de la nourriture, des réserves et des munitions nécessaires pour supporter un siège prolongé.

M. M.



Commentaire

Candidature

Par Fouzia Mahmoudi

À chaque élection présidentielle le nombre de candidats évolue, et si parfois la quantité de prétendants à la fonction suprême est moindre, comme en 2012 où seuls 10 candidats s'étaient lancés dans la course à l'Élysée, parfois elle explose comme en 2002 avec 16 candidats. Or, il semblerait que la présidentielle de 2022 va elle aussi faire le plein. En effet, encore un nouveau prétendant à la présidence annonce clairement cette semaine son intention d'aller jusqu'au bout du processus électoral. Le patron des communistes, qui publie un livre pour lancer sa campagne, affiche ses différences avec les autres candidats de la gauche. Mardi matin, au siège du PCF, place du Colonel Fabien, le député du Nord et candidat des communistes à la présidentielle a présenté son livre «*Ma France, heureuse, solidaire et digne*», publié le 2 septembre aux Éditions du Cherche Midi. Fabien Roussel affirme se moquer des mots et des postures, pour partir à la reconquête d'une gauche «*faible, dont beaucoup se sont détournés*». Pendant sa campagne, le secrétaire national du PCF veut «*convaincre, bousculer les consciences, redonner envie, porter des réformes heureuses, renouer avec des rêves de progrès, de justice, d'égalité*». «*On en a marre d'entendre parler de sacrifice*», dit-il encore, reconnaissant qu'il manque «*peut-être*» de notoriété mais que ce déficit sera compensé par une certaine «*fraîcheur*» face à «*des candidats de la gauche usés*». Parmi eux se trouve Jean-Luc Mélenchon, candidat des Insoumis. La relation entre les deux hommes s'est considérablement dégradée et ceux qui furent alliés à l'occasion de deux présidentielles pourraient en 2022 se faire face. Fabien Roussel considère que beaucoup parmi les électeurs de 2017 du leader des Insoumis sont «*déçus par ses excès, ses prises de position, sur la sécurité et la laïcité par exemple*». Sur la laïcité, il pointe des différences sur «*la neutralité des agents du service public, la protection des enseignants*» face aux intégrismes religieux. «*Ceux qui nous suivent commencent à savoir la différence entre lui et moi, et au moins cette fois-ci, les gens auront le choix*». Face à Arnaud Montebourg, dont la candidature devrait être officielle le 4 septembre prochain, la proximité idéologique là encore, est réelle. Surtout lorsque Roussel évoque «*la réindustrialisation de la France*» ou sa «*souveraineté économique*». Il s'en sort par une pirouette. «*La différence entre lui et moi ? C'est que moi, je vais aller jusqu'au bout*». Tous savent, et lui aussi, que cinq candidats à l'extrême-gauche, sans même parler de la candidature de Philippe Poutou pour le NPA, c'est quatre de trop. Fabien Roussel, comme les autres, s'engage donc dans une sorte de primaire qui ne dit pas son nom. Elle se déroulera cet automne avec la promotion de son livre, en particulier à la traditionnelle fête de l'Humanité des 10, 11 et 12 septembre. Les sondages viendront sans doute départager les candidats à la fin de l'année. Les électeurs d'extrême-gauche auront ainsi le choix entre toutes les tendances et pourront donc influencer sur quels candidats maintiendront leurs candidatures jusqu'au bout, même si l'on se doute que Jean-Luc Mélenchon, lui, se maintiendra coûte que coûte, alors même que sa popularité ne cesse de baisser.

F. M.

Kenya

A moins d'un an de la présidentielle, un scrutin plus incertain que jamais

Révision constitutionnelle en suspens, alliances politiques mouvantes : à mois d'un an de l'élection présidentielle kényane prévue le 9 août 2022, le scrutin reste entouré de la plus grande incertitude.

La Cour d'Appel du Kenya a mis vendredi un coup d'arrêt au BBI («*Building Bridges Initiative*»), projet de révision constitutionnelle qui était l'épicentre des débats politiques depuis 2018.

Les juges ont estimé que le président Uhuru Kenyatta, à l'origine de cette révision, n'avait pas constitutionnellement le droit d'initier un tel processus.

Ce texte prévoit de modifier le régime présidentiel actuel en créant notamment de nouveaux postes dans l'exécutif (un Premier ministre, deux vice-Premiers ministres, un leader de l'opposition) et en augmentant le nombre de parlementaires (de 290 à 360).

Selon Kenyatta, cette ouvertu-

re du pouvoir permettrait de diluer la règle du «*vainqueur rafle tout*», qu'il considère comme la cause des conflits post-électoraux.

Mais ses détracteurs y voient une manœuvre du chef de l'État, qui n'est pas autorisé à se présenter pour un troisième mandat, pour se maintenir au pouvoir en tant que Premier ministre.

L'élection se dessinait à la lumière du BBI, soutiens et alliances se négociaient avec dans la balance les nouveaux postes et circonscriptions.

La décision de la Cour d'appel a rebattu les cartes. Si un recours devant la Cour suprême reste envisageable, un redécoupage électoral et la création de postes exécutifs avant le scrutin est impossible.

Le BBI concrétisait une trêve entre le président Kenyatta et l'opposant historique Raila Odinga après les violences post-électorales de 2017-2018.

Pour beaucoup d'observa-

teurs, elle s'est transformée en un pacte de partage du pouvoir pour 2022, Odinga briguant la présidence, soutenu par le parti du président Kenyatta, qui pourrait devenir son Premier ministre.

Cette alliance se fait au détriment du vice-président William Ruto, que Kenyatta avait initialement adoubé pour l'élection de 2022. D'abord implicite, la rupture est désormais claire. Dans une interview lundi, le chef de l'État a mis au défi son vice-président de démissionner «*s'il n'est pas content*».

Mais l'arrêt du BBI peut fragiliser la coalition Kenyatta-Odinga. «*La grande question sera : l'alliance qui se construit autour d'Odinga pourra-t-elle tenir en l'absence du BBI ? Quels postes devront être offerts aux gens pour qu'ils sacrifient leurs ambitions présidentielles et se rangent derrière Odinga ?*», souligne Nic Cheeseman, professeur à l'université de Birmingham (Royaume-Uni).



Lazio Rome

Mohamed Farès en route vers la Genoa

Le défenseur international algérien de la Lazio de Rome, Mohamed Farès, pourrait rejoindre, à titre de prêt, la Genoa, pensionnaire de Serie A italienne de football, rapporte, mardi, le site spécialisé Tuttomercatoweb. «Mohamed Farès peut être le coup de surprise pour la dernière semaine de marché des transferts chez la Genoa, qui prévoit une rencontre avec la Lazio dans les prochaines heures pour négocier le transfert de l'Algérien. Des pourparlers sont en cours pour clore l'opération de prêt, et donner un renfort très important à l'entraîneur Davide Ballardini pour le 3-5-2 qu'il a mis en place dès le début de la saison», précise la même source. Mohamed Farès (25 ans) qui compte 23 apparitions la saison dernière sous le maillot

romain, dont 14 titularisations, n'a pu s'imposer comme un titulaire à part entière dans le dispositif de l'ancien entraîneur Simone Inzaghi, remplacé cet été par Maurizio Sarri. Le latéral gauche algérien avait porté les couleurs du Hellas Vérone avant de rejoindre la SPAL en 2018. En septembre 2020, il a rejoint la Lazio de Rome pour un contrat de cinq ans. Le natif d'Aubervilliers (France), en manque de temps de jeu, ne devrait pas figurer sur la liste des joueurs de l'équipe nationale, convoqués en vue des deux premiers matchs du 2^e tour des éliminatoires (Gr.A) de la Coupe du monde 2022 : le jeudi 2 septembre face à Djibouti à Blida, et le mardi 7 septembre devant le Burkina Faso à Marrakech (Maroc).

Ligue 1 (38^e et dernière journée)

L'ASAM quatrième relégué en L2

■ La 38^e et dernière journée du Championnat de Ligue 1 de football, disputée mardi soir, a été marquée par la relégation de l'AS Ain M'lila en Ligue 2, après sa défaite face à la JS Saoura (4-1).



Ph. > D. R.

Les M'illis n'ont pas pu échapper à la relégation

Championnat inter-régions 2021-2022

La période d'enregistrement des licences fixée du 24 août au 7 octobre

La période d'enregistrement des licences pour les clubs pensionnaires de la Ligue inter-régions de football (LIRF) a été fixée du 24 août au 7 octobre, a annoncé la LIRF, mardi, sur son site officiel. «La période d'enregistrement des licences est fixée du 24 août au 7 octobre. Toute demande de licence déposée entre le 8 et le 15 octobre 2021 est sanctionnée par une amende de 3 000 dinars par licence», a indiqué l'instance dirigeante du

football inter-régions dans un communiqué. Par ailleurs, la LIRF a également souligné que «les clubs sont tenus de se conformer au respect strict des dispositions réglementaires en matière notamment de dépôt des dossiers d'enregistrement». Ainsi, la LIRF a fixé au 30 septembre au plus tard, comme dernier délai du dépôt du dossier d'enregistrement. «Tout dépôt, entre cette date et le 7 octobre sera sanctionné par une amende de 50 000 dinars».

Ministère de la Jeunesse et des Sports

Vaccination «obligatoire» pour tous les athlètes engagés dans la saison 2021-2022

La vaccination contre le Covid-19 sera «obligatoire pour l'ensemble des acteurs sportifs algériens, qui seront engagés dans les différentes compétitions nationales et internationales de la saison 2021-2022», a annoncé, lundi soir, le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). En effet, outre les athlètes, cette campagne de vaccination collective «concernera également les staffs techniques et médicaux, ainsi que les membres dirigeants», a précisé la structure ministérielle dans un communiqué. Une démarche devenue «incontournable et nécessaire», selon la même source, pour garantir la protection de tous

contre la pandémie du nouveau coronavirus, et permettre la reprise des entraînements et des compétitions (toutes catégories confondues) dans des conditions sanitaires plus sécurisées. Cette opération de vaccination «débutera dans les prochains jours, au niveau de différentes structures sportives du secteur, et sur l'ensemble du territoire national». Les fans de différentes disciplines sportives ne seront pas en reste, puisqu'eux aussi «bénéficieront d'une campagne de vaccination similaire», pour qu'ils puissent accéder aux stades et différentes enceintes sportives «au moyen de pass sanitaire», a encore précisé la même source.

Par Mahfoud M.

En concurrence pour le maintien en Ligue 1 avec le WA Tlemcen et l'ASO Chlef qui se sont respectivement imposés devant le l'ES Sétif (1-0) et le RC Relizane (2-1), l'AS Ain M'lila (17^e - 44 pts) rejoint ainsi l'USM Bel-Abbès (18^e - 39 pts), le CA Bordj Bou-Arréridj (19^e - 22 pts) et la JSM Skikda (20^e - 17 pts), qui évolueront la saison prochaine en palier inférieur. Dans ce duel à distance pour le maintien en Ligue 1, le WA Tlemcen a été le premier à assurer sa place parmi l'élite, en s'imposant à domicile devant l'ES Sétif (1-0), grâce à un but de Touil à la 66^e minute de jeu. Les Tlemcéniens ont été imités, plus tard dans la soirée, par les joueurs de l'ASO Chlef qui ont battu le RC Relizane (2-1), sur des réalisations de Bouguettaya (40^e) et Bengrina (70^e). A la faveur de leurs victoires lors de cette ultime journée de compétition, le WAT et l'ASO Chlef terminent la saison à la 15^e place du classement avec le même total de points (45). De son côté, le CR Belouizdad, déjà

sacré champion d'Algérie 2020-2021 lors de la précédente journée, s'est largement imposé devant l'US Biskra (4-2). Le Chabab qui conserve le trophée acquis la saison dernière, décroche à cette occasion le huitième titre de champion d'Algérie de son histoire, après ceux de 1965, 1966, 1969, 1970, 2000, 2001 et 2020. Dans les autres matchs de cette 38^e et dernière journée, l'USM Alger a largement battu la JSM Skikda (3-0), alors que le NC Magra et le CS

Constantine se sont imposés en déplacement, respectivement devant le MC Oran (2-1) et l'USM Bel-Abbès (1-0). Dans le derby algérois entre le MC Alger et le NA Hussein-Dey, les deux

équipes n'ont pas réussi à se départager et se sont quittées sur le score de 4 à 4.

Au terme de cette saison marathon disputée à huis clos à cause des restrictions sanitaires dues à la pandémie de Covid-19, le CR Belouizdad et l'ES Sétif disputeront la saison prochaine la Ligue des champions africaine, alors que la JS Saoura et la JS Kabylie (vainqueur de la Coupe de la Ligue) seront versées en Coupe de la Confédération (CAF). Rappelons que la saison de Ligue 1 de football sera définitivement clôturée après le déroulement du match en retard entre la JS Kabylie et la JSM Skikda, prévu le 28 août prochain.

M. M.

Résultats définitifs et classement :

| | |
|------------|-----|
| CRB- USB | 4-2 |
| PAC- JSK | 0-1 |
| WAT- ESS | 1-0 |
| CABBA- OM | 2-2 |
| JSMS -USMA | 0-3 |
| MCA- NAHD | 4-4 |
| JSS -ASAM | 4-1 |
| ASO- RCR | 2-1 |
| MCO-NCM | 1-2 |
| USMBA- CSC | 0-1 |

Paris SG

Le Real Madrid propose 160 millions d'euros pour Mbappé

Le Real Madrid a formulé une première offre de 160 millions d'euros au Paris SG pour recruter l'attaquant star Kylian Mbappé, dont le contrat expire en 2022, rapportent, hier, plusieurs médias français et espagnols. «Le Real à l'attaque», écrit le quotidien sportif «L'Equipe» en «une», en mentionnant le montant «assez vertigineux» de la proposition madrilène. RMC a également annoncé mardi soir l'offre du Real. Mais pour le journal «Le Parisien», comme pour «L'Equipe», le PSG a repoussé cette approche. «Il y a déjà une offre du Real : 160 millions», titre en Espagne le quotidien sportif «Marca», à l'unisson de son concurrent «AS», qui table sur des négociations à venir «difficiles». Le Paris Saint-Germain pousse depuis des mois pour conserver le buteur de 22 ans, qu'il a recruté en 2017 pour 180 millions d'euros.

Mais les négociations pour prolonger son

contrat expirant en juin prochain n'ont toujours pas abouti, laissant entrevoir un départ de la star avant la fin du mercato, le 31 août. S'il venait à rester cette saison, «Kyky» pourrait partir dans un an sans contrepartie financière pour le PSG.

Après l'arrivée récente de Lionel Messi, Mbappé «n'a pas d'excuse pour faire quelque chose d'autre que de rester», avait lancé le président Nasser Al-Khelaïfi, le 11 août. «Je ne le vois pas ne pas être avec nous cette saison», a renchéri son entraîneur Mauricio Pochettino, jeudi dernier. Mais l'offensive espagnole a de quoi relancer le feuilleton, qui s'annonce brûlant alors que le mercato aborde la dernière ligne droite. Le Real tient une place particulière dans le cœur de Mbappé, qui avait des posters de Cristiano Ronaldo, époque madrilène (2009-2018), dans sa chambre d'adolescent.

| | Pts | J | |
|--------------------|-----|----|------------------------------|
| 1). CR Belouizdad | 76 | 38 | Champion d'Algérie 2020-2021 |
| 2). ES Sétif | 71 | 38 | |
| 3). JS Saoura | 69 | 38 | |
| 4). USM Alger | 65 | 38 | |
| 5). JS Kabylie | 60 | 37 | |
| -). MC Oran | 60 | 38 | |
| 7). MC Alger | 57 | 38 | |
| -). CS Constantine | 57 | 38 | |
| 9). NC Magra | 52 | 38 | |
| 10). O. Médéa | 51 | 38 | |
| 11). Paradou AC | 50 | 38 | |
| 12). RC Relizane | 47 | 38 | |
| -). NA Hussein-Dey | 47 | 38 | |
| 14). US Biskra | 46 | 38 | |
| 15). WA Tlemcen | 45 | 38 | |
| -). ASO Chlef | 45 | 38 | |
| 17). AS Ain M'lila | 44 | 38 | relégué en Ligue 2 |
| 18). USM Bel-Abbès | 38 | 38 | relégué en Ligue 2 |
| 19). CABB Arréridj | 22 | 38 | relégué en Ligue 2 |
| 20). JSM Skikda | 17 | 37 | relégué en Ligue 2 |

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

En visite de travail à Illizi

Le P-DG de Sonatrach inspecte les projets structurants

Le P-DG de Sonatrach, Toufik Hakkar, a effectué une visite d'inspection dans la wilaya d'Illizi pour le suivi des projets structurants de l'entreprise. Il a entamé sa visite par l'inspection des travaux de réa- lisation et d'aménagement des champs Isarene qui ont enregistré du retard, avec un taux d'avancement des travaux estimé à 65 %, alors qu'ils devaient atteindre les 94 %.

Ce projet a une capacité de production de 10 millions de mètres cubes par jour de gaz naturel, 1 800 tonnes par jour de condensats et 1 600 tonnes par jour de GPL. Après un exposé, le P-DG a donné des directives pour remédier au retard enregistré et tout mettre en œuvre pour respecter les nouvelles échéances afin de mettre ce projet en production au cours du premier trimestre

2023.

Pour rappel, le retard enregistré a conduit Sonatrach à prendre la décision de résilier le contrat de partenariat et à recourir à son financement entièrement par l'entreprise et à faire appel à la sous-traitance nationale.

Le deuxième point de la visite portait sur le projet de développement des champs de Tinerherth/Ohanet, où M. Hakkar a suivi une présentation détaillée de l'avancement des travaux, qui ont atteint 88 %, lui permettant d'entrer dans la phase de production à la fin du deuxième trimestre 2022, avec une capacité de production de 5 millions de mètres cubes par jour de gaz naturel, 750 tonnes par jour de condensats et 450 tonnes par jour de GPL.

R. N.

Batna

Incendie à la minoterie principale d'Arris

La minoterie principale de transformation et traitement des céréales d'Arris (Batna) a été endommagée dans un incendie qui s'est déclaré hier à l'unité publique de production de farine et de semoule, selon un bilan préliminaire de la Protection civile.

Le même bilan relève que les unités de la Protection civile, dépêchées sur les lieux, sont parvenues à protéger des flammes les entrepôts de stockage et le pavillon administratif de la même unité.

L'incendie a été maîtrisé et les efforts sont déployés pour une extinction totale des flammes a indiqué à l'APS le directeur local par intérim de la Protection civile, le capitaine Abdelmajid Messaoudane, qui a expliqué que l'opération d'extinction des feux est en phase de ventilation, de refroidissement et de contrôle des zones incendiées.

Le même responsable a ajouté que les causes de l'incendie sont dues, selon les données préliminaires, à une

étincelle électrique, et que les enquêtes se poursuivent par les autorités compétentes.

Les services de la Protection civile sont intervenues depuis six heures du matin avec 6 unités d'Arris, Menaa, T'kout, Timgad, Chemora et l'unité principale, mobilisant 10 engins d'intervention et plus de 40 éléments de différents grades sur le terrain. L'incendie qui s'est déclaré dans les Moulins des Aurès.

Le wali de Batna, Toufik Mezhoud, s'est déplacé sur les lieux pour s'enquérir de l'opération d'extinction de l'incendie, selon la page officielle des services de la wilaya sur le réseau social Facebook, soulignant que le chef de l'exécutif local a affirmé qu'au cours de l'arrêt d'activité de l'unité d'Arris, les 1 200 quintaux de farine et semoule, produits par jour, seront assurés à partir des minoteries des Ziban de la wilaya de Biskra ou d'autres minoteries à travers le pays.

R. A.

L'Algérie rompt ses relations Diplomatiques avec le Maroc



Djalou@hotmail.com

Communes touchées par les récents incendies

L'APW de Tizi Ouzou réclame le statut de zones sinistrées

■ La revendication a été formulée lors d'une délibération adoptée à l'unanimité à l'ouverture des travaux de la session extraordinaire de l'APW consacrée aux récents feux de forêt.

Par Hamid M.

Pour le président de l'APW, Youcef Aouchiche, qui prenait la parole à l'entame des travaux de la session, l'indemnisation des victimes de cette tragédie et la reconstruction de tout ce que les feux ont détruit ne peuvent être assurés qu'en déclarant ces communes zones sinistrées. Il n'a pas manqué de revenir dans le détail sur les dégâts provisoires humains et matériels causés par les incendies. Youcef Aouchiche a, à ce propos, précisé que 59 civils et 20 militaires sont décédés lors de ces incendies et près de 1 000 personnes ont été victimes de brûlures à différents degrés ayant nécessité leur admission dans les hôpitaux, dont 70 sont

toujours hospitalisés au niveau des structures de santé à Tizi Ouzou, l'hôpital central et des grands brûlés de Douéra (Alger). Il a également fait état de 25 000 ha de couvert végétal détruits, 4 600 ha d'oliviers, 700 ha d'arbres fruitiers, 4 470 exploitations agricoles, une centaine d'étables, une centaine de bergeries, 47 chèvreries, une centaine de poulaillers, 147 hangars, plus de 11 000 ruches, dont plus de 8 200 pleines, 295 têtes de bovins, 1 327 ovins, 1 542 lapins et 1 137 caprins. En termes d'habitations, le président de l'APW a fait état du recensement de près de 2 800 maisons touchées, dont 526 classées orange 3, 300 orange 4 et 91 rouges. Trois écoles primaires, trois collèges, des structures de santé et autres équipements publics ont

été touchés par ces incendies. Les élus ont saisi l'occasion pour réclamer le relèvement immédiat de toutes les familles dont les habitations sont inhabitables et occupent actuellement des établissements scolaires et universitaires. Les responsables locaux de la Protection civile, des forêts, de l'Agriculture, de la Santé et de Sonelgaz, se sont succédé à l'occasion pour présenter les bilans des dégâts occasionnés par les incendies. Nous apprenons ainsi que les feux ont parcouru plus de 41 000 ha, soit 14 % du couvert végétal de la wilaya. L'opération de recensement des dégâts devrait prendre fin lundi ou mardi prochain, a précisé, par ailleurs, le wali de Tizi Ouzou, Mahmoud Djemaa, lors de son intervention.

H. M.

Oran

Mise en service de l'unité de production d'oxygène médical

L'unité de production d'oxygène médical de l'usine «Rayanox», basée à Bethioua (Est d'Oran), a été mise en service hier, en présence du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed, du ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar et celui de l'Habitat, de

l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi.

Dans une allocution prononcée à l'occasion, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a souligné que l'accélération de la réception de cette unité, dont la capacité de production est de 100 000 litres d'oxygène par jour, «vient en application des direc-

tives du président de la République à travers lesquelles il a insisté sur l'accélération des procédures de hausse de la production d'oxygène pour répondre à la demande et couvrir les besoins nationaux croissants dus à l'augmentation du nombre de cas du virus Covid-19».

R. M.

Commune de Béjaïa

Deux bulldozers saisis

Deux bulldozers de type JCB ont été saisis par les éléments de la Gendarmerie nationale, samedi dernier, l'un au lieu-dit Aâch El-Va Tahelket pour un contrevenant âgé de 40 ans, l'autre à Boulimat, dans la commune de

Béjaïa, dont le concerné est âgé de 47 ans. «Les deux engins procédaient à des travaux de terrassement de terrain sans autorisation des services concernés», a souligné la cellule de communication du groupement de la

Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa dans un communiqué de presse qui nous a été transmis. L'opération a été exécutée suite à une ronde de contrôle dans la région. Les deux affaires ont été ficelées et transmises à qui de droit.

Notons que les éléments de la gendarmerie ont également saisi deux tentes géantes érigées dans l'enceinte du village touristique «Capritour», dans la commune de Boukhélifa, daira de Tichy, au courant de cette semaine, ainsi que le matériel

de sonorisation utilisé dans l'animation illégale de soirées. «Les deux chapiteaux géants faisaient usage de boîte de nuit et de cabaret», a souligné, dans son communiqué, la même source.

H. C.